



LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 23 • Janvier 2014

AFRIQUE CENTRALE | ADOPTION D'UNE SERIE DE MESURES POUR FAIRE FACE AUX MENACES TERRORISTES



s'agit de se doter des moyens d'arrêter et traduire en justice les présumés terroristes. Enfin, ils ont déposé une feuille de route utile au raffermissement de la coordination avec les organisations régionales et internationales quant à la réponse et à la gestion des crises et des attaques terroristes. Des échéances ont été fixées pour la mise en œuvre effective des différentes mesures adoptées à Libreville. Celles-ci constituent une étape décisive dans le développement d'une stratégie régionale, qui sera nourrie par les conclusions d'un deuxième atelier thématique (Douanes et Immigration) prévu à Bujumbura (Burundi) en avril 2014. Le rapport de ces différents travaux sera présenté lors de la 38^e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSCAC) à Malabo (Guinée équatoriale), entre mai et juin prochain. Le principal enjeu de cette approche est l'endossement politique d'un instrument commun qui permettra de légitimer les actions en faveur de la lutte contre le terrorisme dans la sous-région.

L'atelier de Libreville a été organisé par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT/CTITF), le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et le Gouvernement gabonais. Il a bénéficié de l'expertise de plusieurs organisations sous-régionales, régionales et internationales ainsi que celle des représentants de la société civile. L'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, et le Tchad y ont envoyé des représentants, qui ont travaillé sous la conduite du Professeur Wullson Mvomo Ela, Coordonnateur régional du Réseau de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale.

L'atelier « Police et Sécurité » tenu du 28 au 30 janvier à Libreville dans le cadre du développement d'une stratégie intégrée de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en

Afrique centrale, a pris fin avec l'adoption d'une série de mesures pratiques pour faire face à ces phénomènes. Ces mesures s'articulent autour de quatre piliers fondamentaux inspirés de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. La quarantaine de participants présents dans la capitale gabonaise ont notamment mis l'accent sur la nécessité de mener des actions préventives en vue de « l'élimination des conditions propices à la propagation du terrorisme dans la région de l'Afrique centrale ». Dans cet ordre d'idées, ils ont évoqué l'importance de la promotion de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'éducation et de la prospérité économique « afin de lutter contre les éléments qui peuvent mener certaines personnes à rejoindre le terrorisme ». De même, ils encouragent le développement, déjà en cours, « des législations et politiques spécifiques de prévention de la radicalisation et du recrutement de terroristes, notamment dans les prisons, dans les lieux de culte et dans

les écoles », ainsi que la mise sur pied des plans d'action régionaux et nationaux de prévention du terrorisme.

Poursuite des présumés terroristes

Des actions visant la protection des citoyens ont été également identifiées. Sur ce point, les uns et les autres ont suggéré « une véritable analyse des risques, y compris en matière de circulation des personnes et de prévention de la mobilité des terroristes à travers les frontières ». D'où le caractère essentiel du renforcement de la sécurisation des papiers d'identité et des documents de voyage, en prenant en compte les avantages qu'offre la biométrie dans les opérations de contrôle.

Le troisième pilier qui a retenu l'attention des participants concerne l'obligation de poursuivre les présumés terroristes. Au-delà du meilleur usage qu'il faudrait faire des capacités des Bureaux nationaux d'INTERPOL et des ressources de cette organisation (INTERPOL) ainsi que celles du Comité des chefs de Police de l'Afrique centrale, il

Un grand moment de partage d'expériences

Lors de l'atelier de Libreville, les Points focaux nationaux du Réseau contre le terrorisme ont présenté l'état des lieux dans leur pays respectif en insistant sur les efforts que leur gouvernement déploie pour prévenir et combattre ce phénomène. Les participants ont par ailleurs suivi avec intérêt l'expérience de la France et des exposés des représentants de la société civile et des institutions spécialisées. En dehors du CTED, de l'UNCCT/CTITF, de l'UNOCA et de la CEEAC, il s'agit notamment du Centre pour la Paix, la Sécurité et la Prévention de la Violence Armée (CPS-AVIP), du Comité des services de renseignement et de sécurité de l'Afrique (CISSA), du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), d'INTERPOL, de l'Institut d'études de Sécurité (ISS), etc.

L'ONU réaffirme sa volonté de soutenir les Etats membres de l'UNSAC



A l'ouverture de l'atelier « Police et Sécurité », le 28 janvier à Libreville, le **Secrétaire général Adjoint de l'ONU chargé des Affaires politiques, M. Jeffrey Feltman**, avait rappelé le rôle moteur des structures spécialisées comme le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT/CTITF) dans l'accompagnement des Etats engagés dans la mise en place des stratégies permettant de faire face à ce phénomène. « Nous sommes désireux de soutenir, en étroite coopération avec l'UNOCA, le travail de lutte contre le terrorisme [en] Afrique centrale, où de nombreux pays sont confrontés à de sérieux défis terroristes », avait-il indiqué dans un message lu par le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abou Moussa.

Coopération entre la CEEAC et les Nations Unies

« Le développement de stratégies régionales contre le terrorisme, comme celles pour l'Afrique centrale, constitue une priorité stratégique de l'UNCCT », a-t-il expliqué, saluant l'implication du Gabon dans l'organisation de l'atelier « Police et Sécurité », qui a posé les jalons d'un plan d'action sous-régional en matière de lutte contre le terrorisme. Dans cet esprit, le **Ministre gabonais de l'Intérieur** a évoqué les enjeux de cette démarche fondée sur la « Déclaration sur une feuille de route pour la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes en Afrique centrale » adoptée lors de la 33^e réunion de l'UNSAC tenue à Bangui (RCA) en décembre 2011. « Ce projet permettra à nos Etats de définir des objectifs opérationnels et de se doter d'un outil commun. Il importera, après son endossement par chaque Etat membre, de mettre en œuvre ces principes communs à travers toute une série de mécanismes précis », a-t-il souligné

dans une allocution prononcée par son Directeur de Cabinet, M. Alexandre Matsinga. **Mme Clotilde Nizigama, Secrétaire générale Adjointe de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)**, a également mis en lumière l'importance de la rencontre de Libreville. « Au moment où notre sous-région connaît une situation de graves violences en République Centrafricaine, les ingrédients de la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre ainsi qu'une possible apparition d'actes terroristes pouvant surgir du désordre [...], cet atelier [...] semble une opportunité de mener à un niveau élevé des réflexions sur cette problématique, afin que des actions soient entreprises pour tendre vers une Afrique centrale plus sécurisée et mieux garante de la sécurité humaine », a-t-elle soutenu, encourageant la coopération entre la CEEAC et les Nations Unies dans ce chantier.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier de Libreville a été aussi marquée par l'intervention du **Professeur Wullson Mvomo Ela, Coordonnateur régional du Réseau de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale**. Il a abordé les causes, les manifestations et les conséquences du terrorisme dans la sous-région ainsi que les instruments juridiques développés par les Nations Unies pour combattre ce phénomène.

« Le développement de stratégies régionales contre le terrorisme, comme celles pour l'Afrique centrale, constitue une priorité stratégique de l'UNCCT » (M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général Adjoint de l'ONU chargé des Affaires politiques)

L'ATELIER DE LIBREVILLE EN IMAGES





ADDIS-ABEBA : le Représentant spécial a pris part au 22e Sommet de l'Union africaine

Du 29 janvier au 2 février, le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA était à Addis-Abeba (Ethiopie), où il a pris part au 22^e Sommet de l'Union africaine (UA). M. Abou Moussa, qui était accompagné par Sherwin Das (Conseiller politique), faisait partie de la délégation officielle des Nations Unies conduite par le Vice-Secrétaire général, M. Jan Eliasson. A ce titre, il a participé à plusieurs réunions, y compris sur la situation au Soudan du Sud et en République Centrafricaine (RCA), deux pays secoués par les crises politiques et faisant partie des quatre Etats où sévit l'Armée de résistance de Seigneur (LRA), un « groupe terroriste » dont l'UNOCA coordonne les efforts que déploie l'ONU pour y mettre fin.

M. Abou Moussa, qui a aussi pris part à une rencontre avec le Secrétaire général de la CEEAC puis avec le Premier

ministre centrafricain, a du reste mis à profit sa mission dans la capitale éthiopienne pour avoir une séance de travail avec l'Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, M. Francisco Madeira. Les deux personnalités ont essentiellement évoqué la nécessité de poursuivre les actions conjointes pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre la LRA. La réunion des Points focaux/LRA prévue du 13 au 14 février à Entebbe (Ouganda) participe de cette démarche.

De manière générale, la participation des Nations Unies au 22^e Sommet de l'UA a été fructueuse. Il a permis de renforcer le partenariat entre les Nations Unies et l'UA. Les Nations Unies ont également réitéré leur disponibilité à soutenir les initiatives africaines dans le cadre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).



En marge du Sommet, M. Moussa a eu des échanges avec M. Eliasson (photo ci-dessus) et participé, entre autres, à une séance de travail avec le SG de la CEEAC. Le Général Babacar Gaye, Représentant spécial et Chef du BINUCA, y était aussi présent ainsi que M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux Affaires politiques (photo ci-dessous). © UNOCA/SD



FLASH BACK | VISITE DE TRAVAIL D'UNE EQUIPE DE L'OMBUDSMAN A L'UNOCA



Cornelia Zelter et Youssoupha Niang, du Bureau de l'Ombudsman et des Services de médiation des Nations Unies, étaient à l'UNOCA du 03 au 07 décembre 2013. Pendant une semaine, ils ont partagé avec le personnel les différentes méthodes permettant de renforcer la cohésion sociale et l'esprit d'équipe. Les séances de travail, entrecoupées d'ateliers thématiques basés sur des situations vécues, ont aussi permis aux uns et aux autres d'avoir une compréhension des outils nécessaires à une meilleure gestion du stress et des moments difficiles au Bureau.



Les échanges, francs et courtois, se sont déroulés dans une ambiance détendue. Cornelia Zelter et Youssoupha Niang, dont les participants ont apprécié la complicité et la simplicité, ont privilégié une approche interactive qui a favorisé un vif intérêt pour les sujets abordés.



Le Bureau de l'Ombudsman et les Services de médiation des Nations Unies opèrent depuis bientôt une douzaine d'années. Il est basé à New York (USA), mais dispose de sept représentations régionales, dont trois en Afrique : Entebbe (Ouganda), Kinshasa (République démocratique du Congo) et Nairobi (Kenya). Le Bureau est dirigé par M. Johnston Barkat, qui a rang de Sous-Secrétaire général des Nations Unies.



Pour en savoir plus sur les missions de l'Ombudsman : <http://www.un.org/ombudsman>

LA BANQUE MONDIALE DEBAT DES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS A REVENUS INTERMEDIAIRES



La Banque Mondiale a organisé, le 14 janvier à l'auditorium de Gabon télévision, une table ronde sous le thème « **Opportunités, défis et perspectives de développement des pays à revenus intermédiaires en Afrique** ». Animée par M. Makhtar Diop, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, elle a permis de débattre de plusieurs sujets économiques liés à l'actualité et aux perspectives de développement. Dans ce contexte, la Banque mondiale a réaffirmé son appui au Gabon.

La table ronde a eu lieu en présence plusieurs autorités gabonaises et des représentants des organismes onusiens, dont M. Abou Moussa, Chef de l'UNOCA, Mme Zouera Youssoufou, Représentante résidente de la Banque Mondiale au Gabon, Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry, Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD, etc.



LA PAIX ET LA SECURITE AU SERVICE DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AFRIQUE CENTRALE



ARRET SUR IMAGE



Libreville, Gabon, 5 décembre 2013 - Youssoupha Niang et Cornelia Zelter tenant le fanion de l'UNOCA, pour rendre hommage à l'esprit d'équipe dont ils ont contribué au renforcement durant leur séjour à la Cité de la démocratie.



Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et réalisation : **Norbert N. Ouendji**

Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org
Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob. +(241) 05 72 23 23
Web: <http://unoca.unmissions.org>
twitter.com/UNOCA_NEWS
B.P : 23773 Libreville, Gabon